

■ Wallonie | Logement social

Le MR soutient Alain Mathot

► Les libéraux comprennent la fronde du bourgmestre de Seraing dans le Logement.

Alain Mathot, le bourgmestre de Seraing, s'est lancé dans un véritable combat visant à fusionner les trois sociétés de logement social de sa commune. Et à les intégrer dans une intercommunale du cru (L'Immobilière publique). Surprise: le Mouvement réformateur, dont un membre du conseil d'administration de la Société wallonne du logement (SWL), soutient l'enfant terrible du PS liégeois.

Bref rappel: le projet de fusion, on l'a écrit, suscite une polémique car 6 000 logements seraient ainsi sortis des règles régionales d'attribution mises en place dans la foulée des nombreux scandales dans le secteur. Toute-

fois, Alain Mathot affirme faire tout cela pour garantir la mixité sociale de la ville dont il a la charge et mener une politique du logement adaptée aux spécificités de la Cité du Fer. Ce qu'il estime impossible actuellement. Mais la route est barrée: la réunion des assemblées générales des trois sociétés locales devant valider la fusion/absorption a en effet été annulée par la SWL. Du coup, le bourgmestre compte intenter un recours au Conseil d'Etat pour faire annuler l'annulation...

Et, alors qu'Alain Mathot est attendu cette semaine à la SWL pour s'expliquer, le MR en remet une couche... En sa faveur. *"Ce que Mathot dit, c'est: vu la situation dans ma commune, je veux 30% de logements publics moyens. On est d'accord avec lui sur le fond, déclare Philippe Dodrimont, député wallon MR et bourgmestre d'Aywaille (région liégeoise). Il faut remettre la politique du logement dans les mains des communes. A Aywaille, j'ai 500 personnes qui vivent*

dans des conditions innommables. Mais quand je crée un nouveau logement social, vu les règles actuelles, je n'ai aucune chance que ce logement leur soit attribué. Il faut aussi pouvoir garantir plus de mixité sociale et donc plus de moyens pour entretenir les parcs de logements."

En effet, dit le MR, le secteur du logement public en Wallonie est dangereusement désargenté et la réforme proposée par le ministre du Logement, Jean-Marc Nollet (Ecolo), n'en tient pas compte. *"Dans ma région, poursuit Philippe Dodrimont, la société locale Ourthe-Amblève Logement refuse catégorique toute demande. Pour 2012-2013, elle ne peut plus prendre en charge un seul logement supplémentaire. Le déficit est tellement important que les différents logements de son parc ne peuvent plus être entretenus correctement. Par conséquent, on va faire la même chose que ce que Mathot fait à Seraing: 5% de ma population vit dans une situation innommable, je dois donc faire du loge-*

ment public moi-même sans passer par la société locale de logement."

Aux yeux du MR, le refinancement du secteur du logement public est fondamental: les locataires des logements sociaux étant essentiellement des personnes en difficulté, les loyers impayés sont tellement importants qu'ils grèvent gravement les finances des sociétés locales, analysent les libéraux. *"Le logement se détériore alors inévitablement, déclare Michel Péters, membre libéral du conseil d'administration de la SWL. Il n'y a pas de mixité et donc pas d'émulation entre les gens: ils ne sont pas poussés à se débrouiller mieux que le voisin et à mieux entretenir leur logement. On pourrait laisser la possibilité aux locataires d'acheter à un moment donné leur logement social à titre privé et ainsi améliorer leur niveau de vie. Mais tout cela passe au-dessus de la tête de Jean-Marc Nollet. Sa réforme à venir ne tient aucun compte de ces préoccupations!"*

Frédéric Chardon